



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 2589

Texte de la question

ATTENTATS DE COPENHAGUE

M. le président. La parole est à M. Jean Glavany, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean Glavany. Monsieur le Premier ministre, il y a quelques jours, c'était Copenhague – la réplique insupportable des faits commis à Paris au début du mois de janvier, des actes d'une barbarie violente contre des défenseurs de la liberté d'expression parce qu'ils défendent la liberté d'expression, contre des juifs parce qu'ils sont juifs, contre des policiers parce qu'ils défendent l'État de droit.

Les actes de Copenhague confirment vos propos, monsieur le Premier ministre, selon lesquels nous sommes en guerre, et peut-être même, sans en avoir tous conscience, engagés dans un conflit mondial.

Il y a quelques heures, c'était les actes insupportables qui ont été commis à Sarre-Union – des actes qui, même s'il ne s'agissait que de vandalisme, ne pourraient pas être du vandalisme ordinaire car porter atteinte à notre histoire, à notre histoire douloureuse, à nos morts, à notre passé, c'est manquer de ce respect élémentaire sans lequel il ne peut y avoir de vie en République.

Il nous a aussi été donné d'entendre il y a quelques jours, monsieur le Premier ministre, les propos détestables d'un ancien ministre qui ne peut avoir l'excuse de l'âge, des propos totalement irresponsables, en cette période douloureuse où la parole publique a un poids particulier, des propos qui tournent le dos aux valeurs de la République, des propos condamnables, tout simplement.

Monsieur le Premier ministre, au-delà de la solidarité que nous voulons vous exprimer, je veux vous dire notre conviction que les Françaises et les Français ont plus que jamais besoin qu'on leur parle de ce qui les rassemble, de ce qui les unit, de ce qu'ils ont en commun, que nous devons toujours défendre et construire encore. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le député Jean Glavany, cela a été dit avec des mots forts, par vous-même et par le président de l'Assemblée nationale, à Copenhague, samedi, on a voulu frapper les mêmes symboles que ceux qui l'ont été à Paris il y a quelques semaines : la liberté d'expression, la liberté de créer, la police, dont la mission est de protéger, et des juifs, parce qu'ils sont juifs. Les mêmes symboles.

Le Danemark, comme d'autres pays de l'Union européenne, travaille très étroitement depuis deux ans et demi avec la France, le ministre de l'intérieur le sait, parce qu'il est confronté comme nous, comme d'autres pays

– pas seulement en Europe d'ailleurs – à ces filières djihadistes, au dévoiement d'une partie de la jeunesse qui ne sait plus où elle en est mais qui accomplit le pire. Oui, nous devons lutter avec la plus grande détermination contre le terrorisme, le djihadisme, l'islamisme radical qui a décidé de nous faire la guerre.

Cette guerre, vous l'avez dit avec des mots forts, monsieur le ministre, ne concerne pas que l'Europe. Je veux dire ici, comme vous tous j'imagine, mon horreur, mon indignation face aux crimes accomplis par Daech contre des chrétiens coptes en Libye, à qui nous devons rendre aussi hommage dans cet hémicycle.

(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, GDR, RRDP, écologiste et sur de nombreux bancs du groupe UMP.)

L'antisémitisme, la haine du juif, la haine d'Israël, l'antisionisme sont souvent les moteurs de ce terrorisme, mais aussi de l'antisémitisme dans notre pays, qu'il soit ancien ou nouveau, ce vieil antisémitisme de l'extrême droite ou celui que l'on peut malheureusement retrouver dans nos quartiers populaires.

Une immense tâche nous attend tous, à l'école, dans la société, pour, comme le rappelait le ministre de l'intérieur, mobiliser la société. Le Président de la République a lui aussi, ce matin, trouvé les mots justes pour qualifier la profanation du cimetière juif de Sarre-Union, la profanation de ce patrimoine juif séculaire. La communauté juive est profondément ancrée en Alsace. C'est là qu'est né le capitaine Alfred Dreyfus, à Mulhouse, et c'est sans doute sa défense qui fut l'un des actes fondateurs de la République. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP.)*

M. Pascal Deguilhem. Très bien !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, nous ne devons rien laisser passer. Nous avons laissé passer trop d'actes et de mots. Aucun mot n'est excusable. Je l'ai dit hier, ma personne n'est en rien engagée dans cette affaire mais je demande à nos compatriotes, à travers vous, parlementaires, dont je connais la vigilance, de ne plus laisser passer aucun mot, que ce soit celui d'un gamin qui vient de profaner un cimetière juif ou celui d'un ancien responsable politique. Se rend-on bien compte de l'effet que peuvent avoir dans notre société, sur les esprits faibles, les paroles d'un ancien ministre, ancien président du Conseil constitutionnel, lui-même résistant, qui reprend au fond cette vieille rengaine de l'antisémitisme selon laquelle le juif serait responsable ?

Je dis ici, avec force et détermination, à nos compatriotes juifs que nous sommes là pour les protéger, qu'ils doivent être conscients que nous les soutenons, qu'ils sont cette part de France inestimable. Je dis aussi à l'ensemble de nos compatriotes que nous sommes fermement décidés à lutter contre l'antisémitisme, ce mal qui ronge notre société et qui doit susciter la plus grande détermination. Cette détermination, le ministre l'a rappelé, passe d'abord par le rassemblement autour des valeurs de la République, à commencer par la laïcité, le rassemblement autour de ce que nous sommes, nous, de notre identité française, de notre fierté d'être Français. C'est peut-être là le meilleur moyen de lutter contre cette haine et cet antisémitisme. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, GDR, RRDP et écologiste et sur plusieurs bancs du groupe UDI.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean Glavany](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2589

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 février 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 février 2015](#)